

Monsieur le ministre, ne touchez pas aux aides à la conversion !

Paris, le 20 décembre 2017. À moins de 24 heures de la clôture des États généraux de l'alimentation c'est toujours le grand flou sur l'avenir du développement de la Bio et les ambitions gouvernementales d'accompagner les paysan-nes dans une transition agricole vers l'excellence environnementale.

Après les aides maintien, les aides à la conversion sont menacées.

La semaine dernière, la FNAB révélait une piste de travail du ministère de l'Agriculture visant à réduire la durée du soutien public à la conversion en agriculture biologique. Aujourd'hui d'une durée de 5 années, dont 2 à 3 ne permettent pas de vendre le produit avec le label AB, le ministère envisage de réduire la durée du soutien public à seulement trois années.

« Le ministre de l'Agriculture a botté en touche en affirmant qu'il ne comptait pas supprimer l'aide conversion, ce qui n'a jamais été notre propos. Il n'a pas répondu sur la réduction du soutien à la conversion à 3 années contre 5 et sa possible circonscription à quelques productions seulement. » déclare Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB.

Aujourd'hui, un ou une paysan-ne bio touche une aide pour l'aider dans sa conversion pendant cinq années, puis une aide au titre de rémunération pour service environnemental rendu pendant cinq années supplémentaires. Demain, le soutien public pourrait se limiter à trois ans. Ce qui revient purement et simplement à supprimer toute forme de bonus environnemental.



Non, Monsieur le ministre, le marché ne peut pas tout.

Produire en agriculture biologique c'est évidemment fournir un produit alimentaire mais c'est aussi fournir un service d'intérêt général en protégeant la santé des citoyen-nes, la qualité de l'eau, des sols et de l'air. Si les premiers sont des biens marchands, les seconds sont eux en revanche des biens communs et leur protection relève de l'intérêt général qui, lui, ne peut pas être financé par le marché.

« Aujourd'hui la demande des consommateur-ices est forte sur la Bio. Si demain on va vers 50 % de Bio dans les cantines, la demande va encore s'accroître, et pour le moment c'est l'offre qui ne suit pas. Les productrice-urs ont besoin de retrouver la confiance et de la visibilité sur l'avenir » estime Stéphanie Pageot.



• FNAB •

Fédération Nationale
d'Agriculture **BIOLOGIQUE**

Communiqué de presse

Il manque 418 millions d'euros jusqu'à 2020. La FNAB demande que les 200 millions d'euros par an annoncés à Rungis par le Président de la République soient fléchés en priorité sur le soutien à l'agriculture biologique.

« Le ministre a annoncé jeudi matin sur RMC 360 millions d'euros, nous ne savons toujours pas à quoi ils correspondent, il faut davantage de transparence sur le soutien public apporté par le gouvernement à l'agriculture biologique. Le dialogue doit reprendre entre l'Etat, les Régions et les acteurs de la filière bio » explique Stéphanie Pageot.

Contact presse :

Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB – 06 76 41 81 26